

Résumé - Note de synthèse n° 9

# Opinions sur le (dé)confinement et sur un vaccin contre le COVID-19, renoncement aux soins.

L'enquête COCONEL est réalisée par internet. Une fois par semaine, un échantillon d'un millier de personnes, représentatif de la population adulte résidant en France, est interrogé avec un questionnaire couvrant divers aspects de la crise actuelle. La présente note détaille les principaux résultats de la sixième vague (2003 enquêtés, interrogés du 30 avril au 4 mai), sur les aspects suivants : opinions à l'égard du (dé)confinement ; attitudes à l'égard d'un éventuel vaccin contre le coronavirus ; enfin renoncement à des soins depuis le début du confinement.

*Après plus de six semaines de confinement, 80 % des Français considèrent encore que le confinement est le seul moyen efficace de lutter contre l'épidémie de COVID-19. Dans le même temps, les attitudes critiques à l'égard du confinement suivies depuis fin mars ne progressent plus. A l'inverse, interrogés un peu plus d'une semaine avant la levée du confinement, 56 % des enquêtés se prononcent en faveur d'un maintien du confinement au-delà du 11 mai, en particulier les femmes, les 18-45 ans, les moins diplômés et les moins aisés. Malgré la levée du confinement annoncée, 77 % des enquêtés déclarent même qu'en ce qui les concerne, ils continueront à appliquer des mesures strictes de confinement après le 11 mai, en particulier les plus de 75 ans (86 %). Ces opinions sont étroitement corrélées à l'anticipation d'une seconde vague épidémique après le 11 mai, seconde vague jugée très probable par 85 % des enquêtés. S'agissant des modalités du déconfinement, 80 % des enquêtés estiment qu'adapter les mesures de déconfinement à la situation de chaque département est une bonne chose. Les opinions sont plus partagées sur un éventuel confinement sélectif, ciblant les populations à risque, comme les personnes âgées : seuls 43 % des enquêtés s'y déclarent favorables.*

*Si un vaccin contre le coronavirus était disponible, les trois quarts des enquêtés déclarent qu'ils se feraient vacciner, mais un quart refuserait le vaccin. Ces réponses, recueillies pour la cinquième fois depuis fin mars, sont remarquablement stables. Il en va de même des motifs de refus, le principal étant qu'un vaccin élaboré dans l'urgence serait trop dangereux.*

*Enfin, un tiers des Français a renoncé à des soins depuis le début du confinement. Cela correspond à 40 % de ceux qui auraient eu besoin d'un examen médical. C'est plus souvent le cas des femmes, des 35-65 ans et des personnes résidant dans des communes de moins de 2000 habitants.*

